ACTION URGENTE

ON IGNORE OÙ SE TROUVE UN HOMME AYANT CRITIQUÉ LE GOUVERNEMENT

Humphrey Polepole a été enlevé à Dar es Salaam le 6 octobre 2025. Il a ouvertement critiqué le gouvernement, la présidente Samia Suluhu Hassan et le parti au pouvoir Chama Cha Mapinduzi (Parti de la révolution, CCM), en raison de restrictions à l'espace civique, de mesures répressives contre les droits humains et d'attaques contre l'opposition, notamment l'incarcération du politicien d'opposition Tundu Lissu. Les autorités tanzaniennes doivent immédiatement révéler le lieu où il se trouve et le sort qui lui a été réservé, et le libérer si elles le détiennent.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Présidente de la République unie de Tanzanie, Samia Suluhu Hassan
The Office of the President
P.O. BOX 670, Utumishi Street, Dodoma, Tanzanie
Courriel : ps@utumishi.go.tz
X : @SuluhuSamia

Madame la Présidente,

Je vous écris afin d'exprimer ma vive inquiétude au sujet de la disparition forcée de Humphrey Polepole, un ancien ambassadeur de Tanzanie à Cuba, opposant déclaré au gouvernement, qui vous a critiquée, ainsi que le parti au pouvoir, en raison de restrictions de l'espace civique, de mesures de répression contre les droits humains et d'attaques contre l'opposition, notamment l'incarcération de Tundu Lissu, politicien de l'opposition.

Le 6 octobre, il a été enlevé à son domicile de Dar es Salaam par des représentants des forces de sécurité non identifiés. Répondant à une alerte signalant une entrée par effraction à son domicile, sa famille a trouvé sa porte d'entrée cassée, des câbles électriques sectionnés, et une grande quantité de sang sur place. Selon les informations que nous avons recueillies, on a vu des membres non identifiés des forces de sécurité bloquer la route menant à son domicile le jour de sa disparition. La famille et les amis de Humphrey Polepole ne sont pas en mesure de le joindre depuis le 6 octobre. On ignore où il se trouve à ce jour.

Le 6 octobre, David Misime, porte-parole de la police, a fait une déclaration affirmant que la police enquêtait sur ce qui s'était passé. Le 7 octobre, les avocats de Humphrey Polepole ont déposé une requête en habeas corpus *auprès de la haute cour de Dar es Salaam. Elle a été rejetée le 24 octobre après que le juge a déterminé qu'aucun élément ne prouvait que les autorités tanzaniennes étaient responsables de la disparition de Humphrey Polepole.*

Humphrey Polepole semble avoir été pris pour cible par les autorités tanzaniennes parce qu'il a critiqué haut et fort le gouvernement, ce qui constitue une violation de ses droits à la liberté d'expression et d'association. Il a été soumis à une disparition forcée.

La disparition forcée de Humphrey Polepole s'ajoute à la liste croissante de cas de disparitions forcées, de mesures répressives contre l'opposition pacifique et d'autres pratiques autoritaires en Tanzanie.

À la lumière de ce qui précède, je prie instamment votre gouvernement de :

- ***révéler immédiatement le sort qui a été réservé à Humphrey Polepole, ainsi que le lieu où il se trouve, et de le libérer immédiatement ;***
- ***veiller, en attendant sa libération, à ce qu'il soit protégé contre la torture et autres mauvais traitements, et à ce qu'il puisse voir sa famille, un avocat de son choix et bénéficier de soins de santé adéquats.***
- ***mettre fin au recours à des disparitions forcées et d'autres pratiques autoritaires afin de réprimer l'opposition pacifique.***

Veuillez agréer, Madame la Présidente, l'expression de ma très haute considération.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

La septième élection générale du pays s'est tenue le 29 octobre 2025 et a été remportée par la présidente Samia Suluhu Hassan, qui a été réélue pour un deuxième mandat de cinq ans. L'élection s'est déroulée avec en toile de fond une campagne répressive menée par les autorités tanzaniennes contre les partis de l'opposition politique, ainsi que contre des personnes et organisations considérées comme critiques à l'égard des autorités.

Les forces tanzaniennes de sécurité infligent des disparitions forcées, constituant des pratiques bien établies, à des sympathisant·e·s de l'opposition - en particulier ceux qui sont affiliés au principal parti d'opposition, le Parti pour la démocratie et le développement (CHADEMA) -, à des défenseur·e·s des droits humains, et à des personnes critiquant le gouvernement. Cette vague de « mystérieux enlèvements », rarement mentionnés par les autorités et qui ne donnent guère lieu à des enquêtes, reflète le manquement des autorités militaires au devoir de respect, de protection, de promotion et de réalisation des droits fondamentaux de tous dans le pays.

LANGUES À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : anglais et swahili.

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 21 mai 2026.
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Humphrey Polepole (il/lui)